

Extrait du compte rendu de la 276e réunion du Conseil de l'UEO tenue au niveau ministériel (Luxembourg, 29-30 juin 1965)

Légende: Lors de la 276e réunion du Conseil de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), tenue au niveau ministériel les 29 et 30 juin 1965 à Luxembourg, les délégations interviennent sur les relations Est-Ouest, et notamment sur la situation dans les pays d'Europe orientale. Le secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères Michael Stewart et son homologue français Michel Habib-Deloncle reviennent sur la dégradation des rapports avec l'Union soviétique après la chute de Nikita Khrouchtchev et analysent en détail la position de l'URSS dans le conflit au Vietnam, pour lequel il serait urgent de réunir au plus vite les puissances concernées autour d'une table. Le délégué français souligne toutefois l'évolution positive des relations entre le tiers-monde et l'URSS, notamment avec l'Algérie et la République arabe unie. En ce qui concerne le désarmement et la sécurité européenne, le durcissement de l'attitude soviétique à l'égard de l'Occident complique l'avancement dans ces domaines. Les Occidentaux doivent, par contre, tirer parti du fait que certains pays communistes d'Europe orientale aspirent à l'indépendance et établir des relations bilatérales avec ces pays.

Source: Conseil de l'Union de l'Europe occidentale. Extrait du compte rendu de la 276e réunion du Conseil de l'UEO tenue le 29 et 30 juin 1965 à Luxembourg. II. Consultation politique. CR (65) 12. Partie I. pp. [s.p.]; 19-26; 9 p. Archives nationales de Luxembourg (ANLux). <http://www.anlux.lu>. Western European Union Archives. Secretariat-General/Council's Archives. 1954-1987. Foundation and Expansion of WEU. Year: 1963, 01/10/1963-30/11/1965. File 132.15. Volume 1/7.

Copyright: (c) WEU Secretariat General - Secrétariat Général UEO

URL:

http://www.cvce.eu/obj/extrait_du_compte_rendu_de_la_276e_reunion_du_conseil_de_l_ueo_tenue_au_niveau_ministeriel_luxembourg_29_30_juin_1965-fr-7a6e19a1-ae8a-444a-8c27-a10b7f798be5.html



Date de dernière mise à jour: 13/10/2016

SECRET

DOSSIER No.

CR (65)12. pt. I.

EXTRAIT DU COMPTE RENDU DE LA 276^e REUNION

DU CONSEIL DE L'U.E.O. TENUE LE 29 et 30 Juin 1965

A LUXEMBOURG
II CONSULTATION POLITIQUE.

2. Relations entre l'Est et l'Ouest, et notamment la situation dans les pays d'Europe orientale

[M. WERNER]

Le PRESIDENT invite le représentant de la République fédérale à prendre la parole sur ce point de l'ordre du jour.

M. SCHROEDER se déclare disposé à présenter quelques observations sur ce sujet, sans vouloir toutefois y consacrer un exposé complet ni anticiper sur les interventions éventuelles de ses collègues.

Une remarque préliminaire s'impose. Le Gouvernement allemand croit discerner deux facteurs particulièrement frappants, qui semblent agir simultanément : d'une part, l'aggravation de la situation en Indochine et, d'autre part, en Europe, les divers progrès récemment réalisés par les dirigeants de la zone d'occupation soviétique. De l'avis allemand, ce sont là les facteurs dominants dans l'état actuel des relations entre l'Ouest et l'Est. M. Schroeder doute qu'ils fassent partie d'un seul et même plan communiste, mais il semble que ces deux éléments agissent l'un sur l'autre.

S'il est difficile de définir nettement l'état du conflit au Vietnam, il est plus difficile encore d'en fournir une analyse convaincante. La position de l'U.R.S.S. dans ce conflit est manifestement précaire. Si Moscou se décide à appuyer efficacement l'infiltration nord-vietnamienne, on verra s'effondrer tout espoir d'une reprise du dialogue avec les Etats-Unis; en outre, une telle décision risquerait de provoquer une confrontation militaire, que les Russes tiennent à éviter. Par contre, si l'U.R.S.S. continue de n'apporter au Nord-Vietnam qu'un soutien verbal, la propagande de Pékin, qui reproche à Moscou de rester inactif devant les difficultés d'un pays communiste, suscitera des échos croissants dans les partis communistes, notamment ceux des pays en voie de développement. Il y a là, semble-t-il, un certain dilemme. D'autre part, il serait contraire aux intérêts de l'U.R.S.S. que le conflit vietnamien trouve une solution qui étende davantage la sphère d'influence de la République populaire de Chine. Le conflit vietnamien entrave donc la liberté d'action de l'U.R.S.S., qui craint les attaques de Pékin contre sa position dans le camp communiste et dans le tiers monde, et désire éviter un affrontement direct avec les Etats-Unis.

Ce fait se manifeste aussi en Europe. Certes, les dirigeants soviétiques n'ont pas modifié leurs objectifs européens. Ils s'efforcent, comme par le passé, d'obtenir le renforcement et la légalisation du statu quo en Allemagne et, par delà, une modification de la situation de Berlin, qu'ils tiennent à voir ériger en "ville libre". Cette politique comprend en outre les tentatives pour revaloriser la zone d'occupation soviétique en vue de créer un second Etat allemand, égal de la République fédérale, ainsi que les efforts pour restreindre les droits de l'Occident à Berlin. C'est dans ce contexte qu'il faut considérer les tentatives des dirigeants de la zone d'occupation soviétique pour abuser des contacts

- 19 -
SECRET U.E.O. SECRET

CR (65) 12

PARTIE I

M. STEWART pense qu'à l'heure actuelle le Gouvernement soviétique se trouve de toute évidence devant un grave dilemme, car le moment approche où il devra faire un choix. Ses relations avec l'Ouest, spécialement avec les Etats-Unis, ont empiré sans qu'il en résulte une amélioration de ses rapports avec la Chine. La situation au Vietnam a mis en relief les difficultés auxquelles il doit maintenant faire face. Pour lui, le problème semble résider dans le fait que plus vigoureusement il appuie Hanoï et plus il reste indifférent à toute forme de négociation ou de règlement pacifique du conflit, plus ses relations s'aggravent avec les Etats-Unis, et il doit maintenant s'apercevoir que même si les événements du Vietnam aboutissaient à une victoire complète des communistes - ce qui est impossible - il n'aurait sans doute pas lieu de s'en réjouir beaucoup. Telle est la première difficulté. D'autre part, si le Gouvernement soviétique se montre le moins du monde enclin à favoriser un règlement de cette affaire, il court le risque de se voir de plus en plus reprocher par les Chinois de ne pas montrer assez de zèle dans ce qu'ils appellent la lutte contre l'impérialisme.

La Grande-Bretagne, qui est l'un des deux co-présidents de la conférence de Genève, a le devoir de rechercher les moyens de mettre fin à ce conflit et d'arriver à un accord. C'est en cette qualité que le Gouvernement britannique s'est déjà efforcé par diverses méthodes de réunir les puissances intéressées autour d'une table de conférence. Le Gouvernement britannique a déjà proposé une solution qui apparaît toute naturelle : la reconvoocation de la conférence de Genève par les deux co-présidents. Il a également appuyé la proposition des dix-sept pays non alignés, et tout récemment celle de la conférence du Commonwealth. Cette dernière initiative a été prise à ce moment du fait que les premiers ministres du Commonwealth étaient réunis à Londres et y avaient des entretiens privés et directs. Le Commonwealth groupe des pays différents non seulement par leur histoire mais également par leurs points de vue sur les grands problèmes mondiaux. Il ne saurait par exemple être considéré comme un groupe non aligné puisqu'il réunit des Etats engagés et d'autres qui ne le sont pas; c'est pourquoi la mission est composée à la fois du Premier Ministre britannique, en tant que président, et de représentants de pays non alignés. Le Gouvernement britannique a souhaité

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

- 20 -
SECRET

U.E.O. SECRET

CR (65) 12

PARTIE I

qu'elle soit représentative des différents points de vue
: qui se côtoient au sein du Commonwealth. Moscou et Pékin
: ont refusé de recevoir cette mission ou de prendre contact
: avec elle; le Vietcong l'a, par ailleurs, très violemment
: critiquée. On attend encore la réponse officielle d'Hanoï;
mais les commentaires qui ont déjà été faits de ce côté
ne permettent guère d'être optimiste sur la teneur de cette
réponse. Cependant, la nature de ces réponses est intéressante.
La réponse chinoise, ainsi que l'on pouvait s'y attendre, est un refus direct et brutal. Les termes de la réponse soviétique sont beaucoup plus cordiaux; le Gouvernement de Moscou, semblant avoir oublié pour le moment son rôle de co-président, a en fait invité la mission à se mettre en rapport avec Hanoï. L'une des raisons pour lesquelles le camp communiste s'est montré peu disposé à envisager des négociations, est peut-être le fait que le temps est beaucoup plus favorable en ce moment aux opérations du Vietcong; ils se refusent probablement à négocier dans l'espoir qu'ils l'emporteront. De fait, on vient de constater une vive recrudescence des opérations militaires au Vietnam. D'autre part, un changement de gouvernement est intervenu à Saïgon et les nouveaux dirigeants désirent poursuivre très vigoureusement le conflit. Il existe le risque que, dans ce dessein, le nouveau régime agisse d'une manière trop brutale; c'est pourquoi l'Ambassadeur du Royaume-Uni à Saïgon lui a déconseillé très fortement de rompre ses relations diplomatiques avec la France, geste que M. Stewart considère comme une grave erreur. Si toutefois le Vietcong et le Vietnam du nord comptent remporter la victoire uniquement par la force, ils se trompent de
: façon tragique; il est tout à fait improbable qu'on le
: leur permette car une victoire de leur part aurait de très graves conséquences pour toutes les puissances occidentales. Ce serait la preuve qu'une agression militaire communiste peut réussir. C'est pourquoi le Gouvernement du Royaume-Uni n'a pas voulu se dissocier des mesures prises par le Gouvernement des Etats-Unis au cours de ce conflit, ni les critiquer.

M. Stewart pense qu'il est possible d'organiser une conférence et un cessez-le-feu, peu importe sous quels auspices, et l'on pourra alors élaborer un règlement qui protège le Sud-Vietnam de l'agression et lui permette d'être véritablement neutre et de jouir du répit dont il a besoin pour se relever. Le gouvernement qui se constituerait aurait un caractère véritablement représentatif et c'est sur la libre décision des populations intéressées que pourraient être construites les relations à venir entre le Nord et le Sud-Vietnam.

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

- 21 -
SECRET U.E.O. SECRET

CR (65) 12

PARTIE I

Les deux parties seront bien obligées d'en venir à un règlement de ce genre; la tragédie est qu'il faille apparemment que les combats se prolongent avant que cette nécessité soit reconnue du côté communiste. Quoi qu'il en soit, la mission des pays du Commonwealth est prête à se mettre à l'oeuvre dès que l'autre camp aura compris que le conflit ne peut trouver de solution que par la négociation.

M. Stewart aborde ensuite les autres aspects des relations entre l'Est et l'Ouest.

Chacun souhaite avancer sur la voie du désarmement et de la sécurité européenne. Malheureusement, la position actuelle du Gouvernement soviétique, le durcissement de son attitude à l'égard de l'Occident ne créent guère une atmosphère favorable au progrès sur l'une ou sur l'autre de ces deux questions. La décision de Moscou de ne pas convoquer la conférence du désarmement de Genève comme cela aurait pu être fait au début de l'année, mais de poursuivre des débats en grande partie publicitaires à la Commission du désarmement des Nations Unies laisse à penser que pour le moment les Russes s'intéressent davantage à la propagande qu'au désarmement. Néanmoins la conférence de Genève se réunira et il sera possible alors aux Occidentaux de défendre leurs propositions.

: En ce qui concerne la sécurité européenne, il
: semble que les discussions se poursuivent entre les pays
: de l'Europe orientale, sans doute autour de la proposition polonaise de décembre 1964. Les pays d'Europe orientale éprouveront peut-être quelque difficulté à s'entendre entre eux, la question de l'attitude à adopter à l'égard de l'Allemagne de l'Est constituant notamment un point d'achoppement. Cette question pourra être abordée ultérieurement, mais il conviendra de la préparer avec beaucoup de soin.

Malgré le durcissement général des relations entre l'Union soviétique et l'Occident, il reste cependant possible, peut-être même davantage qu'avant, de discuter sur le plan bilatéral avec les pays d'Europe orientale. Ceux-ci semblent prendre de plus en plus conscience du fait que les rigidités de la doctrine communiste ne coïncident pas toujours avec leur propre intérêt national. Le changement de pouvoir en Union soviétique, après la disparition de Khrouchtchev, ne paraît pas avoir beaucoup modifié la position des pays d'Europe orientale, et le Gouvernement du Royaume-Uni a maintenu ses contacts avec

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

- 22 -
SECRET U.E.O. SECRET

CR (65) 12

PARTIE I

la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et la Hongrie. M. Stewart croit que ces pays sont désireux de se familiariser avec les aspects techniques de la direction des entreprises et de l'exploitation agricole, qu'ils pensent qu'ils ont quelque chose à apprendre de l'Occident et que la science ne se limite pas aux articles de la doctrine communiste.

Dans ces conditions, l'Occident doit saisir toutes les occasions de contacts avec les pays d'Europe orientale et continuer de convaincre l'Union soviétique qu'elle n'a rien à gagner à la longue à prolonger un état de tension entre l'Est et l'Ouest, qu'il n'est pas impossible qu'une telle tension tourne à l'avantage de la Chine, et ne profite pas plus à l'U.R.S.S. qu'aux Occidentaux.

M. HABIB-DELONCLE a entendu avec beaucoup d'intérêt les interventions de M. Schroeder et de M. Stewart. Le moment est peut-être indiqué, dans le cadre de l'étude des relations Est-Ouest, d'essayer de se livrer à un examen de la situation de l'Union soviétique; en ce qui concerne l'analyse qui a été faite de la situation en Europe orientale, les renseignements dont dispose la délégation française concordent avec ce qu'a exposé M. Schroeder et il n'y a pas lieu d'y revenir. Quant au dernier développement de la question vietnamienne, M. Stewart a fourni des précisions sur la récente initiative des pays du Commonwealth; l'expression qu'il a donnée de la politique britannique, concernant à la fois la nécessité de réunir une conférence le plus vite possible et les buts de cette conférence, rejoint ce qui est fondamentalement la position du Gouvernement français telle qu'elle a été affirmée depuis bien longtemps.

L'affaire du Vietnam pèse certainement sur l'évolution de la politique soviétique. Lorsque les Américains ont entamé leur action militaire dans cette région, on a pu estimer que cette initiative placerait l'U.R.S.S. dans une situation difficile, en l'acculant à un choix pénible entre les exigences de la solidarité communiste et la crainte d'un affrontement avec les Etats-Unis. Mais si la difficulté du problème apparaît certainement aux dirigeants de Moscou, on peut juger que la position de l'U.R.S.S. dans les affaires mondiales n'en a pas été diminuée de façon notable jusqu'à ce jour. Face à une Amérique engagée dans une entreprise dangereuse et incertaine et à une Chine sûre du succès final, mais ayant pris à court terme le risque de l'impopularité résultant de son intransigeance, l'U.R.S.S. présente au monde, et au tiers monde en particulier, l'image d'une ferme réprobation confirmée par

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

SECRET

U.E.O. SECRET

CR (65) 12

PARTIE I

une solidarité effective mais prudente. Ainsi, ces conséquences des événements du Vietnam s'ajoutent aux résultats obtenus grâce aux efforts patients déployés par les dirigeants soviétiques, depuis le départ de Khrouchtchev, en vue de resserrer les liens qui les unissent, à la fois sur le plan des partis et sur celui des Etats, avec les forces communistes dans l'ensemble du monde. En effet, par rapport à ce que l'on appelle "le camp socialiste" ou, plus exactement, le mouvement communiste international, on constate une rupture avec la politique de Khrouchtchev, qui consistait à admettre comme possible le schisme total avec la Chine et à tenter de rassembler autour de Moscou tous les partis communistes non soumis à l'influence chinoise. Cette rupture s'est marquée par l'arrêt des polémiques anti-chinoises et par une propagande axée sur la nécessité d'entreprendre des actions communes contre l'impérialisme, malgré des divergences entre Moscou et Pékin.

Quel a été l'effet de cette politique en Asie ? Vis-à-vis de la Chine, elle n'a donné aucun résultat. A l'arrêt de la polémique du côté soviétique n'a pas correspondu un arrêt similaire du côté chinois. Bien au contraire, la campagne anti-soviétique des Chinois s'est intensifiée à partir d'avril, et on en voit tous les jours des manifestations nouvelles. Il y eut, par contre, un certain progrès vis-à-vis des pays socialistes et des partis communistes en Asie. On a noté, d'abord, une amélioration des rapports entre l'U.R.S.S. et le Nord-Vietnam, à la suite de l'appui donné à la cause vietnamienne, et l'on sait que cette amélioration rencontre probablement l'orientation profonde du parti nord-vietnamien, qui est au fond une orientation nationale opposée à la domination chinoise. On a pu noter également une stabilisation des rapports avec la Corée du Nord, qui a interrompu sa polémique anti-soviétique et a donné un certain développement aux relations sur le plan étatique, notamment par la signature d'un accord d'aide militaire en mai. Enfin, le parti communiste indonésien, toujours pro-chinois, adopte un ton plus modéré : Aidit, en juin, se borne à critiquer, en termes généraux, le révisionnisme moderne sans attaquer les successeurs de Khrouchtchev. Cette évolution favorise ceux des communistes asiatiques qui aspirent à l'unité. Depuis mai ont eu lieu des négociations pour une action commune entre les fractions chinoise et soviétique du parti communiste indien, qui auparavant se combattaient violemment. Ainsi se marque le contraste entre, d'une part la virulence et l'isolement croissant de la Chine, et d'autre part le progrès des

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

SECRET

U.E.O. SECRET

CR (65) 12

PARTIE I

relations entre l'U.R.S.S. et les autres éléments communistes asiatiques. Ces progrès sont de faible ampleur, l'influence chinoise étant toujours prédominante au Nord-Vietnam et en Corée, et ils sont précaires, car liés à un recul chinois qui peut n'être que temporaire; mais ils sont réels.

Les successeurs de Khrouchtchev ont multiplié leurs efforts pour resserrer les liens avec les pays d'Europe orientale; ils ont mené une campagne exhortant les pays socialistes à renforcer leur unité et ils ont multiplié les mises en garde contre les tentations de l'Ouest. Les résultats de cette politique sont difficiles à évaluer avec certitude. On note, par exemple, une légère amélioration des rapports avec la Roumanie depuis la chute de Khrouchtchev. Elle se heurte cependant à deux phénomènes : d'une part, la contagion du nationalisme, cette tendance vers l'indépendance que la Roumanie a affirmée la première et qui est l'explication probable du complot bulgare contre Jivkov, et, d'autre part, les difficultés croissantes des leaders des pays d'Europe orientale à se mettre d'accord sur une action commune en matière de politique extérieure. C'est ainsi que les nombreux échanges de visites entre dirigeants de ces pays, en avril et mai, se sont soldés par un résultat nul. Les mécanismes multilatéraux, en tout cas, comme le signalait M. Schroeder, semblent grippés.

Si l'on passe à la situation de l'U.R.S.S. dans le tiers monde, on constate un certain progrès, qui est en relation avec un certain recul chinois. L'U.R.S.S. marque des points en apparaissant plus responsable et plus modérée que la Chine, tout en bénéficiant de ses dénonciations de l'impérialisme américain et de l'appui accru qu'elle ne cesse de donner aux mouvements anti-impérialistes en Afrique et en Amérique latine. Le progrès de ses relations avec l'Inde a été illustré par le voyage de M. Shastri à Moscou, le développement favorable des relations avec l'Algérie a été très marqué, en tout cas jusqu'à la chute de M. Ben Bella, et l'amitié avec la République arabe unie s'est confirmée. Les positions soviétiques sont évidemment plus ou moins solides; elles sont toujours à la merci d'une situation intérieure précaire, comme en Algérie; mais malgré tout une tendance générale s'affirme. En ce sens, l'échec du dernier voyage en Afrique de M. Chou En-lai, qui n'a pu déborder les frontières de la Tanzanie, a été également favorable à l'U.R.S.S. Le Gouvernement soviétique a estimé, en avril, ses progrès assez substantiels pour qu'il relance la campagne en faveur de sa participation

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

SECRET

U.E.O. SECRET

CR (65) 12

PARTIE I

à la conférence afro-asiatique d'Alger. Il espérait qu'il bénéficierait de l'appui de la majorité et ne pourrait être exclu que sous l'effet d'un veto des Chinois qui seraient alors blâmés pour leur intransigeance. Les événements d'Alger ont évidemment modifié les données du problème, et il sera intéressant de voir d'ici le mois de novembre le développement que prendront les relations de l'U.R.S.S. et du tiers monde; mais il est de fait que, parmi les raisons qui ont amené le report de la conférence, le désir de certains pays de ne pas voir porté à son paroxysme le différend sino-russe et de ne pas avoir à infliger un désaveu à l'U.R.S.S. a joué un rôle qui ne peut pas être minimisé.

Vis-à-vis des pays occidentaux, les relations de l'U.R.S.S. avec l'Ouest sont dominées par l'affaire du Vietnam. Le ton a monté à partir d'avril par rapport aux Etats-Unis et la reprise des bonnes relations a été subordonnée à un changement de l'attitude américaine dans cette région. Les Russes utilisent l'affaire du Vietnam pour prouver leurs sentiments anti-impérialistes et leur solidarité communiste, mais il n'en est pas moins probable qu'ils éprouvent de l'inquiétude devant le raidissement général de la politique américaine dans le monde. Ils ont cependant encore une marge de manoeuvre dans l'affaire vietnamienne; ils peuvent par exemple envoyer des volontaires pour servir les fusées anti-aériennes ou piloter des Mig, sans que le risque d'un incident très dangereux devienne intolérable. Il n'est pas certain, d'ailleurs, que le Nord-Vietnam leur demande un engagement aussi prononcé.

On s'est interrogé d'autre part - M. Schroeder a posé la question - sur la possibilité d'une action soviétique à Berlin et sur les rapports qui pourraient exister entre une telle action et l'affaire vietnamienne. Depuis quelques semaines, certains signes - l'affaire des laissez-passer, la navigation fluviale, les transports ferroviaires, les vols d'hélicoptères - ont pu faire penser à une tentative soviétique pour ménager des points de pression sur l'Ouest au cas où l'aggravation de la crise au Vietnam placerait Moscou dans l'alternative entre une déconfiture en Extrême-Orient et une menace de guerre nucléaire générale; on a pu penser aussi, plus vraisemblablement, à une action d'origine principalement est-allemande, visant à renforcer les positions de la zone à la suite des succès divers d'Ulbricht depuis un an. Les dangers et les inconvénients pour l'U.R.S.S.

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

SECRET U.E.O. SECRET

CR (65) 12

PARTIE I

d'une action à Berlin sont évidents, notamment à cause des réactions américaines et occidentales en général, que les Soviétiques ne mésestiment sûrement pas. C'est pourquoi il ne semble pas qu'il puisse y avoir là une tentative délibérée, et c'est plutôt l'autre hypothèse qui est à envisager. Le Gouvernement fédéral est d'ailleurs le mieux placé pour donner des indications en la matière.

En conclusion, il apparaît que, depuis six mois, la politique soviétique dans le monde a été en quelque sorte rééquilibrée par de nouveaux dirigeants, par une réapparition en Asie et par des progrès dans le tiers monde; finalement, la situation reste surtout inchangée en Europe. Les dirigeants soviétiques n'ont réglé aucun des problèmes fondamentaux : ni la querelle russo-chinoise, ni la reconstruction du camp socialiste et du mouvement communiste, ni la reprise d'un développement harmonieux de leurs relations avec les pays d'Europe orientale.

Deux zones apparaissent. Pour ce qui concerne l'Asie, le tiers monde et le mouvement communiste international, on note un léger progrès soviétique découlant notamment des difficultés respectives des Américains et des Chinois et couronnant le risque calculé pris après la chute de Khrouchtchev, quant la rentrée en Asie a été décidée. Quant à l'Europe, elle semble rester une zone de faiblesse malgré les progrès d'Ulbricht, peut-être à cause de ceux-ci, et du fait notamment de l'aspiration des pays communistes d'Europe orientale à l'indépendance.

La situation intérieure, enfin, n'apparaît pas claire. La stabilité du groupe dirigeant est incertaine, le facteur principal de division étant constitué par les problèmes économiques. Les décisions sont ajournées une fois de plus : le plénum prévu pour juin n'a pas eu lieu, le congrès du parti prévu normalement pour octobre serait, dit-on, reporté à mars 1966. Les mauvaises récoltes que l'on prévoit peuvent encore ajouter aux difficultés internes. Rien ne permet de penser cependant qu'au niveau des plus hauts dirigeants, les orientations extérieures comptent parmi les éléments de divergences, à moins qu'un dirigeant soviétique ne reprenne la politique khrouchtchévienne fondée sur l'acceptation de toutes les conséquences d'un schisme total avec la Chine; mais il se heurterait alors aux mêmes obstacles que Khrouchtchev. Rien pour l'instant n'indique qu'un tel dirigeant existe ni surtout qu'il veuille se manifester.

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET